

Minoration et défense des langues. Le cas de l'amazigh en Algérie.

Rabiha Ait Hamou Ali
Université M. Mammeri
Tizi-Ouzou
Algérie

Introduction

Nous nous proposons dans la présente contribution de faire ressortir les positions de minoration et de défense vis-à-vis de la langue amazighe qu'adoptent les appareils politiques algériens les plus influents, ou du moins les plus audibles et les plus visibles. Ces positions pourraient être classées, d'une part, selon les étapes du parcours politique du jeune Etat moderne algérien et, d'autre part, selon leurs évolutions dans ce parcours depuis la création respective de chacune de ces formations jusqu'aux formulations les plus récentes et actuelles de ces positions. Loin de nous fixer l'objectif de d'apprécier telle ou telle position, nous voulons juste les faire ressortir, à partir, d'un côté, des données déclaratives, des témoignages et récits d'acteurs culturels et politiques algériens en rapport avec les langues et leur gestion et, de l'autre côté, les programmes d'appareils politiques ainsi que les textes et leurs contextes juridiques qui concernent ces langues et ceux relatifs à la langue amazighe, au moins depuis que ses défenseurs l'ont portée sur la place publique.

Deux grandes tendances

En effet, l'observateur du paysage politique algérien actuel distingue deux grandes tendances comprenant des nuances dans les positionnements vis-à-vis de la langue amazighe et de l'amazighité, en général.

Il y a, d'un côté, ceux qui la soutiennent ouvertement et en font le noyau central de la politique de langues qu'ils conduiraient une fois aux responsabilités. Leur base sociologique est essentiellement kabyle. Et, au moins leurs cadres nationaux, sont issus et/ou font partie constitutive de la militance pour les langues algériennes (l'amazigh et l'arabe parlé en Algérie) et pour les droits de l'Homme. Cette tendance est constituée essentiellement du Front des Forces Socialistes (FFS) et du Rassemblement pour la Culture et la Démocratie (RCD). D'elle est issu le Mouvement (non agréé) pour l'Autodétermination Kabyle (MAK).

On pourrait inscrire dans cette tendance les partis de déclaration démocratique comme le Parti des Travailleurs (PT), Jil Jadid (Nouvelle génération), le Mouvement social et démocratique (MDS, sigle actuel du Parti d'avant-garde socialiste), l'Union Démocratique et Sociale (UDS, non agréé), etc. D'autres formations de faible audience mentionnent dans leur programme la promotion constitutionnelle et institutionnelle de la langue amazighe pour en faire une langue de l'Etat comme l'arabe et exigent pour cet effet les moyens juridiques et matériels adéquats. Sur ce plan, ces formations s'alignent en fait sur le principe du FFS et du RCD. Parmi elles figurent le Parti Socialiste des Travailleurs (PST) et à un degré moindre le parti El Moustakbel du député récemment démissionnaire, Khaled Tazaghart, etc.

Pourrait-on y intégrer aussi le Mouvement Pour l'Algérie (MPA) de l'Alliance présidentielle (au pouvoir de 1999 à 2019) dont le chef de file est issu du Rassemblement pour la culture et la Démocratie ? Oui, si on considère le passé militant de son leader. Non, si on considère la position globale de cette alliance vis-à-vis de l'amazighité et de sa gestion de ce dossier.

De l'autre côté, l'autre tendance est constituée, d'une part, du parti du Front de Libération Nationale (FLN) dont est issu le Rassemblement National Démocratique (RND) et, d'autre part, des partis d'inspiration islamiste : Front islamique du Salut (interdit depuis janvier 1992), Hams (autrefois Hamas), El Adala, TAJ (Tadjamoue Amal El Jazaïr), etc.

Défenseurs explicites de l'amazighité

Bien qu'ils semblent s'opposer sur les questions sociales, économiques, etc., les leaders, cadres, militants et sympathisants du FFS et du RCD adhèrent sans réserve au même ordre d'idées épilinguistiques que traduisent les occupations communes et pacifiques de la rue par chacune des deux tendances qui leur sont affiliés et issues du Mouvement culturel (MCB) berbère, né durant les manifestation d'avril 1980: promouvoir constitutionnellement leur langue pour en faire une langue d'école et d'Etat. Ils adhèrent surtout à la nécessité de réformer leur langue en adoptant, plus particulièrement, les néologismes lexicaux diffusés par la radio, le roman, le cinéma, les dessins animés, etc., d'expression ou de version kabyle. Ils sont pour l'emploi de la graphie gréco-latine des fondateurs de la grammatisation du kabyle et des producteurs culturels en kabyle.

Dans leurs programmes respectifs comme dans leur discours de mobilisation sociopolitique, ces deux formations s'opposent frontalement à la politique d'arabisation systématique et appellent à la décentralisation, pour le premier, et à la régionalisation, pour le second. Sans donner de détails ni d'indications programmatiques pour concrétiser cette décentralisation et cette régionalisation dans une perspective fédérale au sein d'un Etat unitaire, les deux formations insistent que leur projet ne se limite pas à la gestion des langues mais concerne l'ensemble de la vie en collectivité nationale : l'économie, la société, l'administration, etc.

Peu explicite, au moment de sa constitution en septembre 1963, le Front des Forces Socialistes de H. Ait Ahmed intègrera la question des langues en Algérie en recrutant, dans la clandestinité de la fin des années 1970-1980, des militants et activistes opposés à l'arabisation annoncée dans la Charte et la Constitution algériennes de 1976 que devait entreprendre immédiatement l'école fondamentale et approchés par le Parti de la Révolution socialiste (PRS) clandestin de M. Boudiaf, l'autre figure de Novembre 1954. Pour beaucoup, la redynamisation du FFS en cette période de l'histoire de l'opposition politique en Algérie serait en rapport d'abord avec cette question de langues et naturellement de l'idéologie qui sous-tend la politique d'arabisation et des retombées de cette dernière sur l'ensemble de la vie en communauté nationale. On lui attribue au moins la structuration, par certains de ses militants, des mobilisations socio-politiques et socio-culturelles de ce qu'on célèbre, depuis, chaque année à l'occasion du 20 avril : le printemps amazigh. Chacun connaît le rôle de ces militants dans le lancement et l'animation du Mouvement culturel berbère (MCB) dans la foulée de ce printemps, dans la création clandestine de la première ligue algérienne de la défense des droits de l'Homme en 1985 et de l'association des enfants des martyrs de la Révolution de 1954. A l'aube de la légalisation du multipartisme de l'Algérie post-1988, certains de ces militants optent pour le FFS quand d'autres se regroupent, depuis février 1989, dans le Rassemblement pour la Culture et la Démocratie. L'appel au rassemblement devant l'Assemblée Populaire nationale le 20 janvier 1990 marque la première fissure entre deux

tendances affiliées à chacun de ces deux partis : les Commissions nationales du Mouvement culturel berbère du côté du FFS et la Coordination nationale des associations culturelles berbères du côté du RCD. Même avec le recul, il est difficile de saisir les différences de fond entre ces deux tendances qui se revendiquent du MCB bien qu'aux assises du MCB des 8 et 9 février 1989 ayant donné naissance au RCD, les fondateurs de ce dernier ait considéré que celui-ci prend le relai de celui-là ! Cette fissure va se vérifier à plusieurs rendez-vous politiques sans jamais concerner la question amazighe que ces deux tendances se disputent et parfois instrumentalisent comme à l'occasion des élections présidentielles de novembre 1995 pour lesquelles il fallait mobiliser la Kabylie, en grève du cartable depuis septembre 1994. En effet, engagé dans cette élection, le RCD, par le biais, de la Coordination nationale (du MCB) parvient à mettre fin à cette grève en avril 1995 en obtenant des autorités de l'Etat algérien la mise en place du Haut-Commissariat à l'Amazighité¹ et l'introduction, à titre facultatif, de la langue amazighe dans le circuit éducatif algérien dès septembre 1995. En face et opposé à cette élection, le FFS trouvait, par l'intermédiaire des Commissions nationales (du MCB), cette offre insuffisante. Aussi appelait-il à la poursuite de la grève d'autant plus que l'année blanche était déjà constatée (bien qu'officiellement non-décrétée). En dehors de cette instrumentalisation, les militants des deux tendances semblent répondre aux innombrables appels à marcher pour la promotion de l'amazigh au statut de langue nationale et officielle comme l'arabe, dans les villes de Kabylie et dans l'algérois sans toujours tenir compte de l'origine de ces appels comme ce fut le cas en janvier 1990. Cette convergence mettra fin aux deux tendances à l'occasion de l'assassinat de Matoub Lounès en juin 1998 et plus particulièrement à partir des émeutes meurtrières du printemps 2001, connu par le tristement célèbre Printemps noir 2001. Le (re)lancement de l'idée autonomiste en serait-elle pour quelque chose ? En tous les cas, les deux tendances ne referont plus surface de façon explicite sans doute parce qu'à la fois la composition des directions des deux partis a connu beaucoup de changement en voyant notamment certains des leurs rejoindre la ligne idéologique au pouvoir et les partisans de l'autonomie régionale opter ouvertement pour le séparatisme qu'ils inscrivent dans ce qu'ils considèrent être la décolonisation.

Le Mak, d'une revendication autonomiste à l'auto-déterminisme

Issus donc à la fois du MCB et du RCD, le leader ainsi que les dirigeants de ce Mouvement entreprenaient une évolution significative dans la ligne idéologique du courant des défenseurs de l'amazighité et qu'on pourrait qualifier d'algérianiste du fait que ces derniers inscrivent l'amazighité sous forme d'une revendication dans le cadre de l'Etat national algérien. Cette évolution marque une rupture dans la conception à la fois de l'objet de leur discours et de leur rapport au pouvoir. Sans disparaître, l'amazighité cède la place à la kabylité et celle-ci devient la base même d'une nation à faire (re)connaître au niveau des instances internationales et des Etats. Le rapport revendicatif aussi disparaît du lexique de ce mouvement. Il est remplacé par celui de la décolonisation. Ce qui autorise à comprendre que la langue kabyle est considérée dans le cadre d'un Etat national aussi, l'Etat kabyle.

L'impasse constitutionnelle à laquelle est confrontée la défense et surtout la promotion de la langue amazighe dans la cadre de l'Etat-nation en Algérie mais aussi au Maroc et ailleurs, justifierait-elle ce déplacement idéologique ? Celui-ci semble en tous les cas être renforcé par la quasi-limitation de la défense de cette langue et la production culturelle dans cette

¹ Chargé théoriquement de promouvoir l'amazighité que les autorités considéraient comme un patrimoine de tous les Algériens que ne devait pas s'accaparer une seule région du pays, c'est-à-dire la Kabylie.

langue à la Kabylie. Et de ce fait, il semble reproduire ce que, au moins son leader, reprochait à l'unicité imposée par l'Etat jacobin dans tous les domaines de la vie en collectivité et plus particulièrement celui des langues !

Tout en se refusant d'aller dans les détails qu'ils considèrent techniques comme l'écriture à adopter, la (ou les) norme(s) à promouvoir et qu'ils estiment être du ressort des spécialistes, le Parti des travailleurs, le Parti socialiste des Travailleurs, Jil Jadid, etc., s'inscrivent dans la lignée des défenseurs traditionnels de l'amazighité avec ce souhait de voir cette langue enseignée et utilisée sur l'ensemble du territoire national. Mais en la liant quasi-systématiquement au patrimoine national, Jil Jadi, plus particulièrement, s'en démarque.

Opposés à l'amazighité au nom d'une conception homogène de la culture

On peut répartir les opposants à l'amazighité en Algérie en deux sous tendances : les nationalistes (conservateurs et modernistes) et les islamistes. Après avoir co-combattu toute idée liée à l'amazighité, les premiers, au pouvoir depuis juillet 1962, ont entamé sous les pressions des défenseurs kabyles de l'amazighité des concessions en faveur de l'amazighité tout en instrumentalisant, surtout depuis la promotion de la langue amazighe au statut de langue «également nationale » en 2002 et «officielle » en 2016, la question de la graphie à utiliser explicitée par l'emploi systématique des caractères tifinagh sur le fronton des administrations publiques. Après s'être opposés à l'amazighité, les seconds adoptent une position prudente et exigent comme préalable à la promotion de la langue amazighe l'adoption de la graphie arabe, clairement rejetée par les défenseurs de cette langue et producteur culturels avec cette langue qui, eux, entérinent le choix de la graphie latine par les culturalistes et amazighisants kabyles des années 1970-1980.

1- Les nationalistes

Ils tirent leur légitimité de l'héritage révolutionnaire algérien et leur conception de la gestion de la société et de la culture de la littérature de l'aile arabo-islamique du nationalisme algérien prérévolutionnaire. Bien que celle-ci n'ait rejoint la Révolution qu'en 1956, c'est-à-dire à l'ultimatum que celle-ci avait fixé à toutes les organisations algériennes de se dissoudre dans le Front de Libération National, déclencheur de la lutte armée pour la décolonisation, elle était dominante dans les programmes des formations politiques clandestines et légales. La tentative d'Amar Imache durant les années 1930 puis des activistes partisans de l'action militaire en 1949 pour promouvoir l'idée d'une Algérie algérienne a été violemment combattue par la direction nationale du PPA/MTLD d'où seront issus les novembristes et même les congressistes à la Soummam en Aout 1956. Cette répression se poursuivra dans les maquis du FLN et dans les coulisses des préparatifs de la prise du pouvoir par les l'armée des frontière à l'été 1962. Elle s'imposera sous forme de projet politique de culture savante importé et exécuté par des agents moyen-orientaux souvent incultes ou relevant des frères musulmans égyptiens qui donneront naissance à cette idéologie nébuleuse et négationniste de l'idée même de la nation algérienne lui substituant celle de la Umma El Islamia en perspective de la khalifa du même nom. Contrôlée par le FLN, en tant que parti-Etat, qui la nourrit et l'oppose au "danger" démocratique en général et à celui des "séparatistes berbéristes", cette idéologie a débouché sur le rejet de l'être algérien et l'ethnicisation de la société du même nom en substituant l'arabité à l'algèrianité d'où tous les référents à l'amazighité sont, dans premier temps, marginalisés, puis exclus et interdits de revendication et de tout autre intérêt, y compris celui de la curiosité académique et scientifique.

La violence de l'expression du rejet du FLN à partir d'octobre 88 a montré au grand jour les deux principaux courants qui traversaient cette formation à la recherche d'un renouvellement : les conservateurs à qui les modernistes, regroupés pour fonder le Rassemblement National et Démocratique en 1997, reprochaient certaines sympathie avec les tenants de la république islamique, reconquirent leur statut de première formation politique avec le retour d'Abdelaziz Bouteflika comme président d'honneur, d'avril 1999 à avril 2019. Mais sur la question de la langue amazighe et de l'amazighité, en général, ces deux formations majoritaires dans l'Alliance présidentielle ne diffèrent pas. Sans initiative (ou interdites d'initiatives), systématiquement elles adoptent et font la promotion de celles de la présidence de la république comme en 2002, en 2016 et en 2017.

2- Les islamo-conservateurs

Au niveau discursif, nous pouvons repérer parmi eux deux catégories qui, en réalité dans le fond et sur le long terme, se rejoignent, voire se confondent en un même principe qui est celui de la non reconnaissance de l'autonomie de la nation algérienne et, autrement dit, celui d'œuvrer à en faire une province de la nation arabo-islamique. Radicalement opposée à l'idéal démocratique, c'est-à-dire de l'acceptation de la différence, la première, actuellement en perte d'audibilité, voyait dans la pratique même de l'amazigh et plus particulièrement du kabyle un pêché et rappelle à l'observateur curieusement les écrits d'El Chihab avant, durant et après la crise de 1949 au sein du PPA/MTLD que «les kabyles ne seraient des Algériens à part entière que lorsque ils se seront débarrassés de ce langage qui nous écorche les oreilles». Kabyles ou se déclarant kabyles les auteurs comme les défenseurs de ces prêches ont entrepris leur propre dé-kabylisations non seulement en s'interdisant de parler cette langue même quand ils la possèdent mais aussi en s'imposant à eux et, quand ils le pouvaient, à leur entourage immédiat les rituels et référents arabo-islamiques en général et les prénoms, en particulier, quitte à se surnommer quand on porte déjà un prénom jugé insuffisamment marqué par cette idéologie. L'évolution de cette radicalité vers une certaine tolérance, voire l'acceptation de cette langue depuis quelques années, sans doute en rapport conjoint avec les acquis institutionnels de cette langue en Algérie et au Maroc et les échecs successifs de cette idéologie à s'imposant ailleurs depuis septembre 2001, relève-t-elle d'une stratégie pour gagner les amazighophones comme semble être le cas avec, par exemple la chaîne Al Magharibia 2, ou constitue-telle un véritable changement de paradigme idéologique ?

Bien que n'ayant jamais pris part directement au pouvoir, le parti Al Adala, appelé autrefois Ennahda conditionne la promotion de la langue amazighe de l'écrire avec la graphie arabe et accuse les tenants (qui sont en fait les producteurs culturels utilisateurs) des caractères latins d'œuvrer contre l'arabe et l'Islam. Dans son rapport à l'amazighité et sa position de principe vis-à-vis de la langue amazighe, cette formation ne distingue pas des autres formations qui constituent la seconde catégorie des partis islamo-conservateurs. En effet, ces derniers ayant été (comme le Mouvement la société et la paix) ou étant toujours partie prenante de l'Alliance présidentielle (comme Taj), ils ne se démarquent pas de la position de celle-ci. La contestation semble provenir de HMS. Par calcul politique ou non-appréciation des dispositifs constitutionnels de janvier 2016 et de décembre 2017, ce parti a discrètement, comme à son habitude, intensifié son approche de proximité dans l'espace kabyle depuis les démonstrations de rue avec lesquelles les séparatistes kabyles se sont déclarés. Cet investissement semble porter des fruits si on considère l'élection de certains de ses militants à l'Assemblée municipale de localités kabylophones traditionnellement hostiles au conservatisme religieux.

Sans s'opposer frontalement donc à l'amazighité pour rester dans la ligne idéologique au pouvoir, ces formations d'orientation islamo-conservatrice réagissent aux événements aminsés par les défenseurs de l'amazighité et surtout aux promotions constitutionnelles de la langue amazighe en rappelant à chaque fois l'exigence de l'écrire en arabe.

Conclusion

L'opposition à l'amazighité se traduit par son ignorance dans les programmes des partis islamo-conservateurs. S'il arrive aux dirigeants de ces partis de l'aborder, c'est toujours sous forme de réaction à un événement où celle-ci est perçue comme une menace à l'arabo-islamisme.

En cédant à la pression des défenseurs de l'amazighité, les nationalistes au pouvoir semblent plus gérer ce dossier qu'ils ne se soucient de la promotion réelle de la langue amazighe quand bien même en tant que «patrimoine de tous les Algériens». Ce dénoncent les défenseurs de l'amazigh qui réclament la généralisation de son enseignement à l'ensemble du territoire national en améliorant d'avantage ce qui se fait en la matière en Kabylie dans l'espoir d'amener les indépendantistes à renoncer à leur projet.

Bibliographie :

- K. Bouamara, 2017, «Le tamazight évolue en Algérie dans des conditions sociolinguistiques malheureuses », *Le matin d'Algérie* du 26 décembre 2017, consultable à l'adresse : <https://www.lematindalgerie.com/le-tamazight-en-algerie-evolue-dans-des-conditions-sociolinguistiques-malheureuses>
- S. Chaker, 2003, «La question berbère dans le Maghreb contemporain : éléments pour la compréhension et la prospective», consultable à l'adresse : www.unesco.org/culture/fr/indigenous/Dvd/pj/IMAZIGHEN/AMAZC4.pdf
- Ch. Sini, 2016, «La question de la graphie pour la langue kabyle», *Mots. Les langages du politique* n°110, Lyon, France, pp.142-153.
- Ch. Sini, 2015, «La promotion du berbère en Algérie : de la prise de conscience intellectuelle au projet de société citoyenne», dans *Les Cahiers d'études africaines* n°219, Paris, France, pp.445-465
- Y. Temlali, 2016, *La genèse de la Kabylie. Aux origines de l'affirmation berbère en Algérie (1832-1962)*, Editions La Découverte, Paris.
- https://fr.wikipedia.org/wiki/Jil_jadid